



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 31– 8 Septembre 2022

En bref

Après l'Inde, le Mexique est le second plus grand bénéficiaire de transferts de fonds au monde, devant la Chine. Selon la banque d'investissement BBVA, les envois de fonds reçus par le pays atteindraient 58,5 Mds USD en 2022, soit une hausse de 13,4 % par rapport à 2021. Le montant de devises obtenu par les transferts de fonds dépasse ainsi celui des investissements directs étrangers (31 Mds USD), du pétrole (24 Mds USD) et du tourisme (18 Mds USD).

LE CHIFFRE À RETENIR

58,5 MDS USD

Montant des envois de fonds (USD)
en 2022 selon les estimations de
BBVA.

Zoom sur

Un an après l'instauration du Bitcoin comme moyen de paiement légal au Salvador, le bilan est mitigé. Il y a tout juste un an, la loi autorisant l'utilisation du Bitcoin comme moyen de paiement légal au Salvador est entrée en vigueur. Les principaux objectifs motivant cette loi comprennent (i) l'amélioration de l'inclusion financière et (ii) la baisse des frais liés aux transferts de fonds (26 % du PIB), qui pesaient sur la croissance économique. Selon l'agence de notation Moody's, le projet d'implémentation de la cryptomonnaie a coûté près de 375 M USD aux pouvoirs publics, soit 1,2 % du PIB de 2021. L'extrême volatilité du Bitcoin a mené à une augmentation du profil de risque du pays, ce qui a conduit Moody's à dégrader la note souveraine du pays en mai dernier de Caa1 à Caa3. Enfin, l'adoption du Bitcoin comme monnaie légale a compliqué les relations, déjà tendues, avec le FMI.

Mexique

1. ECONOMIE

Le calendrier des annonces monétaires de la Banque centrale du Mexique (Banxico) a été publié pour la première fois en septembre, soit quatre mois avant la date habituelle. Selon la gouverneure de Banxico, Victoria Rodriguez Ceja, l'avancement de la date de publication contribuerait à une meilleure visibilité et à un meilleur fonctionnement des marchés. Cette initiative traduit une intention de communiquer plus ouvertement avec les investisseurs et les acteurs économiques. Jonathan Health, vice-gouverneur de la Banque centrale du Mexique, a également souligné l'importance de préserver le différentiel de taux avec la Fed, qui est actuellement de 600 points de base (pdb). En l'absence d'intervention de Banxico, les sorties de capitaux, exerceraient une pression supplémentaire sur l'inflation par le canal du taux de change. En 2023, les décisions de politiques monétaires seraient alors fondées sur le différentiel de taux avec les Etats-Unis, ainsi que les données d'inflation. Selon le calendrier publié, les réunions de politique monétaires de Banxico seraient décalées de huit jours par rapport à celles de la Réserve fédérale américaine. La première annonce monétaire aurait ainsi lieu le jeudi 9 février, et la seconde le 30 mars. D'après le vice-gouverneur, le taux d'intérêt directeur du Mexique pourrait clôturer l'année 2022 entre 9,5 et 10 %, contre 8,5 % aujourd'hui. La prochaine hausse de taux pourrait avoir lieu en septembre, avec un ajustement de 50 ou de 75 pdb.

La Banque centrale du Mexique réduit ses prévisions de croissance économique pour l'année 2023 de 2,4 % à 1,6 %. Selon l'institution, les principaux facteurs pesant sur les performances économiques du pays seraient : (i) la baisse de la demande extérieure des Etats-Unis, premier partenaire commercial du Mexique, (ii) l'inflation réalisée et anticipée, et (iii) l'incertitude introduite par les consultations du T-MEC, qui pèse sur les perspectives

d'investissement. En effet, depuis la fin du mois d'août, des discussions au sujet de l'accord de libre-échange sont en cours entre les différents partenaires, à l'initiative des Etats-Unis et du Canada, en raison de divergences avec la politique énergétique du gouvernement du président Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO).

En août 2022, la confiance des consommateurs aurait atteint son plus bas niveau depuis mars 2021, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Le mois dernier, l'indice global de confiance des consommateurs aurait chuté de 0,44 %, en glissement mensuel, pour atteindre 40,92 points. Ce résultat traduit l'incertitude des consommateurs face aux pressions inflationnistes, les hausses de taux directeurs, ainsi que la crainte d'une croissance économique plus faible qu'anticipée.

Le taux d'inflation annuel atteint 8,7 % en août, selon l'INEGI, son plus haut niveau depuis 22 ans. L'indice national des prix à la consommation aurait ainsi augmenté de 0,7 % en août (g.m). En rythme annuel, l'inflation globale s'est établie à 8,7 %, contre 8,15 % en juillet.

Les rendements du Mexique sont parmi les plus élevés d'Amérique Latine, en raison de la politique monétaire restrictive de Banxico. Grâce à une politique monétaire restrictive, le taux d'intérêt réel du Mexique est devenu le deuxième plus attractif de la région Amérique Latine, après le Brésil. Ce phénomène a partiellement compensé les sorties de capitaux accumulées depuis le début de la pandémie. En effet, le taux réel ex ante actuel est de 3,62 %, soit la différence entre le taux directeur (8,5 %) et l'inflation attendue sur 12 mois (4,89 %). Il s'agit du taux réel le plus élevé que le Mexique ait enregistré depuis 2008. Dans la région Amérique Latine, ce taux réel n'est dépassé que par le Brésil, où il atteint 8,16 %.

2 FINANCES PUBLIQUES

Associés à des taux d'intérêt élevés, le vieillissement de la population et la couverture

accrue des programmes sociaux pèsent sur le service de la dette. Au S1 2022, le gouvernement d'AMLO a alloué 27,3 % du total des dépenses publiques aux pensions de retraite et au service de la dette. En particulier, par rapport au S1 2021, les dépenses de pensions de retraites sont en hausse de 5 %, et celles associées au service de la dette sont en hausse de 6,3 %. Les ressources allouées à ces deux postes de dépenses sont en constante augmentation, et connaissent les pressions les plus élevées parmi l'ensemble des dépenses publiques. Dans le cas des pensions de retraites, ces pressions sont attribuables à l'évolution démographique du pays. En ce qui concerne le service de la dette, une hausse considérable est attendue en 2023, compte tenu de la hausse des taux d'intérêt, qui affecte le coût de financement de la dette.

Le projet de loi de finances 2023, présenté ce jeudi 8 septembre au Congrès, conserve la discipline budgétaire observée les années précédentes. Les priorités seraient ainsi identiques à celles de 2022, avec comme principaux postes de dépenses (i) l'énergie, (ii) les programmes sociaux, (iii) les grands projets d'infrastructures. Le solde primaire serait de -0,4 % en 2023, selon les prévisions de la banque nationale Citibanamex.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

En août 2022, la production de l'industrie automobile a enregistré une croissance de 31,4 % (g.a). Selon les données de l'INEGI, le nombre de véhicules produits a atteint 316 815 ce mois-ci, soit le plus élevé depuis octobre 2020. En outre, en glissement mensuel, les exportations de véhicules ont augmenté de 18,3 % (248 704 unités). Parallèlement, les ventes de voitures neuves sur le marché intérieur ont progressé de 9,6 % entre juillet et août 2022. Malgré quatre mois de croissance continue, le secteur accuse toutefois un retard de 8,1 % par rapport à son niveau pré-pandémique. En raison de la pénurie de semi-conducteurs, le directeur de

l'Association Mexicaine de l'Industrie Automobile estime que les niveaux d'assemblage enregistrés en 2019 seraient atteints de nouveau en 2024.

La Cour Suprême suspend le décret qui obligeait les acteurs privés du marché du gaz à se fournir auprès de la Commission Fédérale d'Electricité (CFE) et de PEMEX. Cette décision fait suite à la position émise en juillet par la Commission Fédérale de la Concurrence Economique (COFECE). Cette dernière a mis en avant les principaux risques pour la libre concurrence, notamment les distorsions engendrées sur le marché de la production d'électricité pour les concurrents de la CFE.

5 Indicateurs Change, Bourse et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 08/09
Bourse (IPC)	2,50%	-11,34 %	46 057 points
Change USD/MXN	-1,09%	0,37%	19,98
Change EUR/MXN	-0,50%	-14,08%	19,99
Prix du baril mexicain	-6,23%	21,75%	83,13

Amérique centrale

1. GUATEMALA

La Banque centrale augmente son taux d'intérêt directeur de 50 pdb pour atteindre 2,75 %. L'institution précise que cette nouvelle hausse de taux – la troisième de l'année – devrait conduire à limiter les pressions inflationnistes. La Banque centrale avait déjà augmenté son taux d'intérêt directeur en juin 2022, de 1,75 % à 2 %, puis à 2,25

% en juillet, afin de lutter contre l'inflation qui a atteint 8,87 % en août 2022.

Près de 80 % des guatémaltèques recevant des transferts de fonds les utilisent pour leurs dépenses de consommation. La grande majorité des transferts de fonds servent à l'achat de biens de première nécessité et de services de base. Ces transferts proviennent majoritairement des Etats-Unis, d'où 84 % de la diaspora guatémaltèque envoie régulièrement des fonds.

Le gouvernement a présenté son budget pour 2023 au Congrès. Le Ministre des finances a présenté un budget dont les dépenses atteignent 14,5 Mds USD, en baisse de 64 M USD par rapport au budget de 2022. La collecte fiscale prévue pour l'année 2023 devrait atteindre 10,8 Mds USD, soit 12% du PIB et 75% des dépenses prévues. Le recours à la dette souveraine s'élèverait ainsi à 1,6 Md USD pour 2023. Le Congrès a jusqu'au 30 novembre pour amender et approuver le budget 2023.

2. HONDURAS

L'entreprise nationale d'électricité affirme avoir payé les producteurs d'électricité à hauteur de 433 M USD, sur les huit premiers mois de l'année. Ce montant représente le total de la production livrée par les 75 fournisseurs privés de l'Empresa Nacional de Energía Eléctrica (ENEE) entre janvier et août 2022. Près de 75 % des revenus de l'entité sont alloués au paiement des fournisseurs privés. En outre, l'entreprise négocie actuellement pour baisser de 30 % ces prix d'achat. La dette de l'ENEE envers ses fournisseurs atteignait 650 M USD, lesquels affirmaient ne plus être payés depuis un an.

Le Honduras devient le premier pays d'Amérique latine à signer, avec l'Union Européenne, l'Accord volontaire d'association des réglementations forestières, de la gouvernance et des échanges commerciaux de bois et produits dérivés. Cet accord commercial garantirait l'origine des produits de bois exportés par le Honduras vers l'Union Européenne. L'accord devrait permettre au Honduras une

meilleure application de la réglementation environnementale et de gestion des ressources naturelles en vigueur. Il permettrait aussi au pays d'augmenter ses exportations vers l'Europe, répondant aux normes environnementales du continent.

Caraïbes

1. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La variation de l'indice des prix à la consommation a été de +0,21 % en août, en glissement mensuel. Il s'agit de l'inflation mensuelle la plus faible des 27 derniers mois. Selon la Banque centrale, cette performance est due notamment à (i) la hausse des taux directeurs de 50 pdb en juillet 2022 (à 7,75 %), (ii) aux subventions du gouvernement sur les tarifs des carburants et de l'électricité, (iii) ainsi qu'aux initiatives visant à réduire les coûts de production dans l'agriculture et l'élevage.

2. CUBA

En 2022, Cuba connaîtrait l'une des plus mauvaises récoltes de canne à sucre de son histoire. Cette année, la récolte de cannes à sucre a été inférieure de 52 % aux prévisions. Dans ce contexte, les autorités cubaines ont annoncé un changement de stratégie pour 2023 : l'île développerait une filière de produits dérivés de l'industrie de la canne à sucre, avec des produits tels que l'alcool, le carburant « bio éthanol », les miels, les dérivés pharmaceutiques de saccharose (glucose, sorbitol), la bagasse (qui sert notamment à la production d'électricité) et l'aliment pour le bétail.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (g.a 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 322,74	- 0,19 %	- 8,2 %	+ 4,8 %	+ 2 %	+ 2,5 %	58,4 %	+ 5,95 %	8,5 %
Belize	0,44	1,99	+ 1,96 %	-16,75 %	+ 9,75 %	+ 5,7 %	+ 3,4 %	101,89 %	+ 5,2 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	65,31	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,6 %	+ 3,34 %	+ 3,14 %	69,45 %	+ 5,2 %	7,5 %
Guatemala	18,713	91,02	+ 3,87 %	- 1,52 %	+ 8 %	+ 3,95 %	+ 3,61 %	30,6 %	+ 4,8 %	2,75 %
Honduras	10,294	30,12	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,8 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 6 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,76	- 3,67 %	- 1,98 %	+ 10,3 %	+ 3,8 %	+ 2,2 %	46,90 %	+ 8,5 %	5,5 %
El Salvador	6,551	30,7	+ 2,63 %	- 7,94 %	+ 10,3 %	+ 3 %	+ 2,25 %	82,6 %	+ 5 %	4,39 %
Haïti	12,065	20,17	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	+ 0,3 %	+ 1,4 %	22,5 %	+ 25 %	10 %
Jamaïque	2,743	15,72	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,36 %	+ 2,47 %	+ 3,33 %	83,7 %	+ 8 %	6 %
Panama	4,395	70,5	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 5 %	56,04 %	+ 4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	109,1	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,48 %	+ 4,96 %	59,4 %	+ 6,9 %	7,75 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a